

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 16/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HOLCIM HAUT-RHIN

1 ROUTE DE THANN
BP 21
68131 Altkirch

Références : 0006700701_2023_09_18_Holcim_ViPlainte
Code AIOT : 0006700701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 23/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans un contexte de plusieurs signalements de nuisances associées au fonctionnement de l'Inspection.

Elle s'inscrit notamment dans la continuité du contrôle réalisé le 15 novembre 2022 à la suite de signalements relatifs à des émissions de poussières et à des nuisances sonores, qui a conduit le préfet à demander la réalisation de mesures de bruit et de retombées de poussières à l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment à Altkirch.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- odeurs ;
- émissions de poussières ;
- émissions sonores ;
- mise en demeure du 10 janvier 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Emissions de poussières	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 24	Prescriptions complémentaires	6 mois
2	Plan de surveillance	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 62	Mise en demeure, respect de prescription ; prescriptions complémentaires	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Odeurs de solvant	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 25	Prescriptions complémentaires	4 mois
4	Mesures de bruit	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 64.1	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Mise en demeure du 10 janvier 2023	AP de Mise en Demeure du 10/01/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté deux non-conformités :

- le plan de surveillance des émissions dans l'environnement n'est pas finalisé ;
- les émergences évaluées en zone à émergence réglementée ne sont pas conformes en périodes diurne et nocturne.

Concernant les émissions de poussières, il est proposé de renforcer la surveillance des émissions et de prescrire à l'exploitant un diagnostic des émissions associé à un plan d'actions.

Concernant les odeurs, au regard du nombre significatif de plaintes, il est également proposé de prescrire un diagnostic.

Il a été constaté que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure du 10 janvier 2023 relative à la représentativité et à la fiabilité des mesures en continu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2020, articles 24
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières
Prescription contrôlée : Article 24 L'exploitant doit avoir le souci permanent de réduire [...] les flux de rejets polluants, [...], en adoptant les meilleures techniques de recyclage, récupération, régénération économiquement acceptables et compatibles avec la qualité du milieu environnant. Il doit en particulier prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air [...].
Constats : <u>Mesures de retombées de poussières</u> Pour mémoire, des signalements réguliers relatifs à des émissions de poussières sont remontés à l'Inspection (voir rapport du 13 décembre 2022). En conséquence, par lettre du 10 janvier 2023, le Préfet a demandé à l'exploitant de faire réaliser des mesures de retombées de poussières dans la zone résidentielle située au nord-est de l'installation. L'exploitant a communiqué les résultats de la campagne de mesure des retombées de poussières dans l'environnement par courriel du 15 septembre 2023.

Les mesures ont été réalisées du 14 juin au 04 juillet 2023 par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014. La campagne a été interrompue par l'exploitant à la suite d'un incident entraînant un arrêt de four prolongé.

Les mesures ont été réalisées au niveau de deux points :

- un situé à proximité de l'usine, dans une propriété située à proximité du plaignant ;
- un point témoin situé à Carspach dans une zone agricole.

Les résultats mettent en évidence une exposition plus importante à proximité de la cimenterie (189,4 mg/m²/j pour le point à proximité de la cimenterie et 68,4 mg/m²/j pour le point témoin).

Le rapport précise que le taux de matière organique est particulièrement élevé à proximité de la cimenterie (70,8 % contre 53,8 % au niveau du témoin). La nature de la matière organique n'est pas précisée dans le rapport. Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué, sans pouvoir le justifier, qu'il s'agissait notamment de feuilles, insectes...

Le rapport conclut que *"Les retombées de poussières mesurées du 14 juin au 04 juillet 2023 à proximité de la cimenterie d'Altkirch sont supérieures à celles mesurées sur le témoin local mais restent conformes aux valeurs limites réglementaires en vigueur en Suisse et en Allemagne (appliquées ici à titre indicatif)"* (respectivement 200 mg/m²/j et 350 mg/m²/j).

Il a été constaté au cours du contrôle, que le four a été à l'arrêt une partie significative de la période de mesure (du 27 au 30 juin après-midi, puis à partir du 1^{er} juillet le matin).

La campagne de mesure comportant une phase significative d'arrêt, l'Inspection émet des réserves sur la représentativité des mesures réalisées

Enregistrement des signalements par l'exploitant et prise en compte

L'exploitant tient un registre des plaintes, dans lequel il recense les signalements reçus. Le document présenté par l'exploitant au cours du contrôle, confirme les nuisances régulières (pour l'année 2023 : 13 mars, 31 mars, 26 avril, 1^{er} septembre, 7 septembre, 20 septembre notamment) provenant de plusieurs plaignants.

L'Inspection est également régulièrement destinataire de signalements (19 octobre et 03 novembre 2022, 1^{er} septembre, 7 septembre et 15 septembre 2023).

Origine des émissions de poussières

L'exploitant indique que, dans la plupart des cas, il s'agit d'émissions diffuses liées à des arrêts intempestifs du four et à des procédures de redémarrage.

Les arrêts de four sont consignés dans un registre et font l'objet d'une analyse par l'exploitant. Il apparaît que du 1^{er} janvier au 30 octobre, 35 arrêts non programmés ont été consignés. Une part prépondérante correspond à des bouchages du cyclone 4 (15 incidents).

L'exploitant indique que des démarches ont été engagées afin de réduire les émissions lors des phases sensibles et les incidents de fonctionnement :

- une procédure particulière pour les phases de démarrage (régulation de la mise en pression / dépression des équipements a été élaborée par l'exploitant). L'exploitant a indiqué qu'il projette également la mise en place d'un automatisme pour assurer la conduite de ces phases sensibles ;
- des réflexions sont également engagées sur les modalités de maintenance et d'entretien des équipements afin de réduire leur taux d'indisponibilité et de limiter les bouchages de cyclone ;
- d'autres réflexions ont été évoquées relatives à la conception des installations (fermeture de certains étages de la tour) ;
- des éléments défectueux ont été identifiés sur certains équipements et une intervention est prévue (refroidisseur / transport de clinker en sortie de refroidisseur).

En l'état, il apparaît que les bouchages de cyclones sont fréquents malgré les mesures préventives mises en œuvre (air-chocs, ringardage, ...).

L'Inspection relève également qu'en dehors de ces dysfonctionnements, des signalements qui lui sont remontés directement, font état d'émissions notables en fonctionnement normal.

<p><u>Incident sur le dispositif d'acheminement du clinker</u></p> <p>Par ailleurs, un incident significatif a été observé fin septembre (22 plaintes). L'exploitant a informé l'Inspection le 04 octobre 2023 en indiquant qu'une des installations permettant d'acheminer le clinker entre le lieu de production et son lieu de stockage au sein de l'établissement a subi un dommage conséquent.</p> <p>La solution d'acheminement temporaire mise en place par l'exploitant le temps de la réparation de cet équipement a été à l'origine d'émissions de poussières très importantes dans l'environnement immédiat de la cimenterie.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place un accompagnement des riverains ayant subi des désagréments.</p> <p>La réparation du dispositif de transfert du clinker a été réalisée fin septembre.</p> <p>L'Inspection n'a pas été sollicitée directement au sujet de cet incident par des riverains.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation 1 : Au regard des signalements réguliers relatifs à des émissions de poussières, il est proposé de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un diagnostic relatif aux émissions de poussières comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'identification des sources d'émission de poussières en fonctionnement normal ou incidentel prenant en compte les émissions diffuses et canalisées ; • pour chaque source identifiée, l'étude des dispositions permettant de réduire les émissions de poussières et leur faisabilité ; • un plan d'actions visant à limiter les émissions de poussières accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues. <p>Observation 2 : la nature des poussières émises qui sont relativement collantes d'après les témoignages recueillis, rend leur nettoyage plus complexe (voir rapport du 13 décembre 2022). L'exploitant fournit à cet effet des moyens spécifiques aux riverains pour procéder au nettoyage.</p> <p>Observation 3 : Des campagnes de surveillance périodiques seront réalisées dans le cadre de la surveillance régulière de l'installation (cf constat 2 relatif au plan de surveillance).</p> <p>Observation 4 : Lors de la prochaine campagne de surveillance, il appartiendra à l'exploitant de préciser la nature des dépôts organiques recueillis et de démontrer qu'ils ne correspondent pas à des rejets de l'installation.</p> <p>Observation 5 : Des campagnes de surveillance sont également réalisées en interne par l'exploitant sur 12 points de contrôles, avec collecte dans des plaquettes. La moyenne la plus importante est observée sur le site (150,52 mg/m²/j). Le point situé au niveau de la cité des cadres présente également des valeurs sensiblement plus importantes que les autres (84,73 mg/m²/j en moyenne annuelle). Ces valeurs ne peuvent toutefois pas être comparées à la mesure visée par le présent constat, la méthode de prélèvement étant différent</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Plan de surveillance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2020, article 62</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée : (article modifié par l'arrêté du 22 mars 2023) L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Il concerne les poussières, les dioxines et les métaux.</p> <p>1. Principe et objectifs du programme de surveillance L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur l'environnement, dit « programme de surveillance ».</p>

Il permet d'assurer une surveillance des émissions canalisées et diffuses issues de l'installation et de leurs effets.

Le programme de surveillance est transmis, d'ici le 01/07/2023, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

Il y est notamment spécifié :

- l'objectif de la surveillance environnementale ;
 - la liste des documents d'appui (réglementation, carte...) ;
 - la nature des émissions associées à l'installation (diffuses, canalisées) ;
 - le périmètre retenu pour la zone d'étude ;
 - la nature des milieux environnants et le contexte local ;
 - la nature des polluants recherchés (choix des métaux d'intérêt) ;
 - le choix et la justification des périodes de mesures ou de prélèvements ;
 - la durée des périodes de mesure et leur fréquence ;
 - les points de mesure/prélèvement et leur justification ;
 - le choix et la justification des méthodes de prélèvements et d'analyse.
- Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant justifie, par modélisation ou par d'autres moyens d'étude (condition météo), l'emplacement des points de mesure.

Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé le plus important.

Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc).

Le cas échéant, l'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de toute modification des conditions de surveillance du milieu, avec tous les éléments d'appréciation

[...]

Constats :

L'exploitant a communiqué un document intitulé "mise à jour du programme de surveillance de l'impact sur l'environnement de la cimenterie d'Altkirch (68)" par courriel du 31 octobre 2023.

Concernant le document communiqué, l'Inspection observe que le document présente des propositions de surveillance déterminées sur la base d'une étude de dispersion.

Deux propositions de plan de surveillance sont présentées, mais le plan de surveillance retenu n'est pas précisé, ce qui constitue une non-conformité.

Concernant la nature des émissions, les sources d'émission canalisées sont présentées dans le document et le document s'appuie sur une étude de dispersion des émissions canalisées.

Toutefois, les émissions diffuses ne sont pas évoquées précisément dans le document (sources et modalités de dispersion notamment).

Concernant les points de surveillance proposés, l'Inspection observe que les zones de retombées maximales de poussières (PM10 et PM2,5) identifiées par l'étude de dispersion sont situées à proximité du site (idem pour les flux de dépôts annuels moyens en PCDD/F et en métaux) et que les retombées réelles de poussières sont susceptibles d'être amplifiées par les émissions diffuses non prises en compte dans la modélisation et dont la dispersion devrait principalement concerner l'environnement proche des installations.

Or, la proposition ne comporte pas de point de mesure situé à proximité du site représentatif de l'exposition de la zone résidentielle située en face de la cimenterie (et qui est à l'origine de plaintes). Dans ces conditions, des zones présentant une incidence potentiellement importante ne

<p>sont pas couvertes par les propositions de plan de surveillance.</p> <p>La méthode de surveillance proposée est un suivi des retombées atmosphériques par des dispositifs de type jauges Owen. Cette méthode est conforme aux recommandations du guide de l'INERIS.</p> <p>Le document recommande également de poursuivre les prélèvements annuels de bryophytes terrestres.</p> <p>L'Inspection considère qu'il est opportun de poursuivre ce type de surveillance.</p> <p>Concernant la fréquence de surveillance, le document propose de réaliser deux campagnes de quatre semaines par an pour les mesures de retombées de poussières et un prélèvement annuel en automne est proposé pour les bryophytes terrestres.</p> <p>Ces propositions sont conformes aux préconisations du guide de l'INERIS « Surveillance dans l'air autour des installations classées » de décembre 2021. Toutefois, dans le contexte actuel de l'installation, objet de plaintes relatives aux émissions de poussières, l'Inspection considère que, pour les poussières à proximité du site, la fréquence de surveillance nécessite d'être renforcée.</p>
<p>Observation :</p> <p>Observation 1 : Il est proposé de prescrire, pendant au moins deux ans, la réalisation d'une surveillance trimestrielle des retombées de poussières sur la base de campagnes d'un mois, dans l'environnement proche du site au niveau des zones d'expositions principales.</p> <p>Observation 2 : l'étude de dispersion réalisée dans le cadre de l'élaboration du plan de surveillance conclut que les concentrations maximales hors site modélisées pour les PM10 et pour les PM2,5 sont supérieures à la valeur limite en vigueur en Europe, alors que la modélisation a été réalisée en considérant les émissions mesurées et non les valeurs limites d'émission (qui sont supérieures) et uniquement les émissions canalisées.</p> <p>Au regard de ces éléments, il est proposé de prescrire la réalisation de campagnes de mesure de la concentration des poussières dans l'air ambiant dans l'environnement proche de l'installation. À une fréquence semestrielle pendant deux ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; prescriptions complémentaires</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Odeurs de solvant

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2020, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs de solvant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a été destinataire de signalements réguliers relatifs à des odeurs de solvants.</p> <p>Au cours du contrôle, l'Inspection a consulté le registre des plaintes tenu par l'exploitant. Il y apparaît 6 signalements relatifs à des odeurs de solvants sur la période allant de janvier à mai. Les signalements sont associés à des livraisons de Combustibles de Substitution Liquides (CSL). Dans la plupart des cas, il s'agit de livraisons de déchets à base d'acide acrylique / acétique. Ce type de déchets a été livré régulièrement de janvier à fin avril, puis en septembre. Toutefois, d'autres livraisons de CSL différents ont fait l'objet de signalements (ex : 11 mai 2023).</p> <p>Le jour du contrôle, aucune odeur de solvant n'était perceptible à l'extérieur du site.</p>
<p>Observation : Au regard des signalements réguliers relatifs à des nuisances olfactives, il est proposé de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un diagnostic relatif aux nuisances olfactives comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'identification des déchets susceptibles d'être à l'origine de nuisances ; • l'identification des opérations à l'origine des nuisances (dépotage, stockage, ...) et l'étude

des mesures de prévention et / ou de réduction permettant de réduire les nuisances (notamment par captation et traitement) et leur faisabilité ; <ul style="list-style-type: none"> • un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ; • un plan d'actions visant à limiter les nuisances, accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues. <p>Il est également proposé de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeur signalés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2020, article 64.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit		
Prescription contrôlée : Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) supérieur à 45 dB(A)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés 5 dB(A)	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés 3 dB(A)
<p>Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation, et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...) ; • Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ; • L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui auront été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).</p> <p>S'agissant d'un établissement existant au 1er juillet 1997, les valeurs limites d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au delà d'une distance donnée de la limite de propriété qui ne peut excéder 200 mètres. Les zones à émergence réglementée sont fixées dans le plan en annexe [le plan en annexe a été complété par arrêté du 22 mars 2023]</p>		
Constats : Pour mémoire, l'installation a fait l'objet de plusieurs signalements relatifs à des nuisances sonores, notamment pour ce qui concerne le fonctionnement des air-chocs et des alarmes de sécurité associées. Ainsi, par courriel du 10 janvier 2023, le Préfet a demandé à l'exploitant de procéder à des mesures d'émergence (émissions sonores) au niveau d'une habitation et de réaliser une analyse spectrale, ainsi qu'une recherche de tonalité marquée. Par courriel du 31 octobre 2023, l'exploitant a communiqué les résultats des mesures de bruit réalisées le 07 septembre 2023 chez un riverain vivant dans la zone résidentielle située au nord-est de l'usine. L'émergence a été évaluée par comparaison des mesures réalisées chez le plaignant avec une		

mesure réalisée à distance de l'installation (environ 670 mètres de la tour). Dans le cadre du contrôle, l'Inspection s'est rendue au point concerné. Le bruit émis par l'installation n'était pas perceptible de manière significative.

Concernant les conditions de mesures, l'Inspection observe que les broyeurs coke et cru n'ont fonctionné qu'une durée très limitée au cours de la période diurne et pas du tout en période nocturne. Or, après un examen par sondage, il apparaît que ces installations fonctionnent d'environ 1/3 à un peu plus de 50 % du temps.

Les mesures mettent en évidence un dépassement de l'émergence en zone à émergence réglementée en période diurne (8,7 dB(A) pour une émergence autorisée de 5 dB(A)) et en période nocturne (5,1 dB(A) pour une émergence autorisée de 3 dB(A)).
Ce constat constitue une non-conformité.

Concernant la plainte du riverain, et plus particulièrement le fonctionnement des air-chocs et des alarmes associées, les mesures n'ont pas mis en évidence de tonalité marquée.

Le rapport présente également une analyse ciblée sur le fonctionnement des air-chocs et des alarmes associées. Il en ressort que ces dispositifs n'impactent pas le niveau global de la mesure compte tenu de leur durée très brève.

Observations :

Observation 1 : Concernant les émissions sonores associées aux air-choc, l'exploitant a indiqué que début 2024, les alarmes pourraient être supprimées (réflexion en cours).

En outre, le remplacement des dispositifs situés au 4e étage de la tour par des dispositifs plus performants est prévu pour fin 2023.

Observation 2 : L'Inspection observe que les niveaux sonores admissibles en limite de site définis dans l'arrêté du 13 février 2020 sont supérieurs à ceux de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 en période nocturne (70 dB(A) au point A, 69,8 dB(A) au point B, 66,6 dB(A) au point C pour une limite fixée par l'arrêté ministériel précité à 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cadre de la campagne de mesure, le Laeq résiduel mesuré est de 60,8 dB(A), mais la valeur retenue pour déterminer l'émergence a été le LA50 % qui était égal à 49,7 dB(A)).

Il appartient à l'exploitant de déterminer les valeurs admissibles en limite de site permettant d'assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles).

Des éléments sont à communiquer à l'Inspection dans un délai de 4 mois. Des prescriptions complémentaires pourront être proposées ultérieurement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 mois

N° 5 : Mise en demeure du 10 janvier 2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance en continu des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

La société HOLCIM Haut-Rhin, dont le siège social est situé 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130), est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises ci-après, pour ses installations situées à la même adresse, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 58 de l'arrêté du 13 février 2020

« Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification (AST) par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un

organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique »

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 20 octobre 2022 que la procédure relative à l'étalonnage des équipements de mesure en continu réalisée en juillet 2022 avait mis en évidence la présence d'analyseurs défectueux et qu'en conséquence la fiabilité des mesures réalisées dans le cadre de la surveillance en continu n'était plus garantie.

Par courriel du 10 juillet 2023, l'exploitant a indiqué que l'équipement de surveillance en continu des rejets atmosphériques, hors poussières, a été remplacé les semaines 21 et 22 de l'année 2023.

Au cours du contrôle, il a été constaté la mise en place d'un analyseur de type ACF5000 (voir références de l'équipement en annexe).

Par courriel du 08 novembre 2023, l'exploitant a communiqué le rapport QAL2 du 20 octobre 2023 relatif aux essais réalisés du 05 au 07 septembre 2023.

Les paramètres concernés par les essais sont les poussières totales, l'HCl, le SO₂, le HF, le NH₃, les NO_x, le CO, les COV, l'humidité (H₂O), l'O₂, le CO₂ et le débit. La procédure a concerné l'ensemble des paramètres dont la surveillance en continu est prescrite (cf article 59.1.1 de l'arrêté du 13 février 2020).

Le rapport conclut que *"Les mesures HF, HCl, SO₂, NH₃, NO_x, CO, COV, O₂, CO₂, H₂O et Débit sont Valides dans les domaines de concentrations définis"*. Les tests de variabilité sont conformes. L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.

Observations :

Le rapport QAL2 précise que *"Les variations de concentrations en COV sont similaires pour les mesures AMS et SRM mais l'AMS sature à 200 mg/m³ et ne peut pas retranscrire les pics de concentration alors que ces pics ont été obtenus lors du fonctionnement habituel du four. (05/09/23). Il apparaît nécessaire de réajuster l'échelle de mesures de l'AMS"*.

Il appartient à l'exploitant d'indiquer les démarches mises en oeuvre compte tenu de l'observation de l'organisme dans un délai de deux mois.

L'intégration des nouvelles fonctions d'étalonnage dans le système de traitement de données n'a pas été contrôlée.

Postérieurement au contrôle, par courriel du 24 novembre 2023, l'exploitant a communiqué le certificat QAL1 associé au dispositif de type ACF5000. Celui-ci est valide jusqu'au 18 mars 2026.

Le dispositif est notamment certifié pour les paramètres CO, NO, NO₂, SO₂, HCl, HF, NH₃, H₂O, CO₂, H₂CO, CH₄, Carbone total (détecteur à ionisation de flamme : FID) et O₂.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe

Références du dispositif ACF5000

